

d'un enjeu politique considérable dans cette région de marches et de traditions transfrontalières.

Pourtant, les observateurs et analystes de l'époque se montrent surtout préoccupés par ce qu'ils considèrent comme une apathie atavique qui pèse sur un pays en marge du continent et totalement replié sur lui-même.

Il est vrai que des liaisons encore lâches avec le continent français et la stagnation de l'économie insulaire pouvaient habiller le discours du procureur général Dufresne à la rentrée solennelle d'automne 1847 de la Cour Royale de Bastia : « Restons dans le vrai, dans le juste et nous soutiendrons les idées qui resserrent l'union de la Corse avec le Continent et profiteront ainsi à notre prospérité. À force de vouloir exclure le continent de nos affaires, ne nous exposons pas à tomber dans un isolement qui ne tarderait pas à nous devenir préjudiciable ». Le rédacteur du *Journal de la Corse*<sup>3</sup> confirmerait d'ailleurs cette idée reçue de l'isolement en la réinterprétant dans le champ de la morale civique (« Félicitons-nous d'avoir protesté avec énergie contre cet étroit patriotisme de clocher, qui rabaisse toutes les questions aux proportions de ce que nos esprits peu bienveillants seraient tentés d'appeler l'intérêt individuel ») et du dynamisme socio-économique : « C'est par l'éducation que l'on peut modifier les idées, les mœurs d'un peuple. Les Corses sont peu disposés à se livrer à des spéculations, eh bien dirigeons l'éducation vers le commerce, l'industrie, l'agriculture... L'Ecole Paoli à Corte... répondra sous ce rapport... quand nous demandons quel état doivent embrasser les jeunes gens qui se distinguent par leur instruction, leur capacité, ce mot désolant : AUCUN... Sur le continent il n'est pas un jeune homme de quinze, seize ans qui ne sache à quelle profession il se destine ou le destinent ses parents. Ils n'ont même pas la pensée qu'ils puissent passer leur vie sans travailler, sans se rendre utiles à leur pays et à leur famille. En Corse trop de parents ne donnent l'instruction à leurs enfants que par amour-propre. La jeunesse apprend pour savoir et non pour travailler » (N° 45 du jeudi 11 novembre).

Dans cette période ce sont des considérations de cet ordre qui structurent en général les mentalités et les attitudes. Elles inspirent la plupart des discours publics ou privés que nous ont conservés les sources. Elles sont tout à fait représentatives des jugements

alors en cours au sujet des Corses et de leur inaptitude au développement dans une société moderne : on pourrait y voir la marque de préjugés déjà anciens entretenus et sans cesse renouvelés jusqu'à nos jours, mais cette visée psycho-sociologique n'est pas dans notre propos. Notre intention est bien plutôt d'indiquer, en tenant compte de ce front de représentations largement répandues et partagées, comment pouvaient être interprétées par les contemporains, du côté des autorités et des classes dirigeantes et a fortiori dans la masse du peuple, les relations que l'île entretenait dans la période avec le continent italien dans l'hypothèse, délicate dans sa formulation même, où cette relation pouvait représenter un recours pour ce qui survivait du sentiment national des Corses dans le siècle qui suivit la conquête française.

Or, qu'il s'agisse de relations intellectuelles ou économiques, la direction des échanges vers l'Italie n'est pas affectée de l'atonie dénoncée par les témoins à propos des relations île-continent français. La concomitance de ces attitudes contradictoires a été jusqu'ici posée comme le symptôme d'une hésitation collective entre la France et l'Italie<sup>4</sup>. L'image que nous renvoie de la période une presse agitée par des courants idéologiques et culturels divers est plus complexe et plus nuancée qu'une alternative entre l'un ou l'autre de ces ensembles référentiels.

Au-delà de la chronique des événements municipaux et des querelles qui opposent des personnalités locales, les journaux nous laissent percevoir les heurts des idéologies et l'écho des relations entre la Corse et la Toscane dans un climat général où la relation de l'île aux ensembles politiques qui l'entourent est encore l'objet d'un discours fluctuant.

L'impression d'ensemble que l'on retire de ces lectures est que les élites se représentent la société insulaire comme un ensemble très largement régi par des normes, des valeurs, des intérêts et des enjeux auto-référentiels ; dont la vie est désormais assujettie aux institutions, à la politique et à l'actualité des événements de France mais dont l'influence n'est pas négligeable dans le destin nouveau qui se dessine pour les territoires de l'Italie, géographiquement et culturellement plus proche et voisine.

Si bien que l'on peut conjecturer que si hésitation il y a eu dans la période, elle a dû concerner le degré de participation indivi-